Nouvelles locales du mercredi 18 décembre 2013

@rib News, 18/12/2013Ï Politique - L'ADC-Ikibiri fait savoir que sa participation à l'atelier organisé par l'assembl nationale au sujet de la révision de la Constitution est dictée par l'importance de cette alliance dans la vie politique du pays. Selon le président de cette coalition, des discussions politiques ne seraient pas fluctueuses sans l'ADC-Ikibiri qui considÃ"re ainsi qu'il n'y aura pas de révision de la constitution puisque cela n'est pas la tâche de l'assemble Léonce Ngendakumana précise qu'ils vont demander deux chosesÂ: d'une part ce qui est de l'organisation de lci, il fait savoir que les modalités et la force des conclusions seront déterminantes avant même le début des activités afin de ne pas perdre de temps. D'autre part, les principes de l'accord d'Arusha et de la Constitution devront être respectés. Dans ce sens, il trouve que ce que les Burundais se sont convenus à Arusha doit rester en vigueur avant leur évaluation et leur abrogation éventuelle par tous ceux qui l'ont mis en place. Il ajoute dans cette même logique que le président de la République doit abandonner son initiative de se faire élire pour un 3Ã"me mandat à la tête de l'Etat. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

- Le parti FNL dirigé par Jacques Bigirimana estime que les politiciens devront faire preuve d'une grande responsabilité dans les pourparlers que l'assemblée nationale va organiser dans le but réviser la constitution. Selon le porte-parole de ce parti, la constitution est une partie des accords d'Arusha, accords conclus par différents partenaires politiques du pays. Emmanuel Gahinja trouve donc qu'il est illogique qu'un seul parti politique se donne le droit de la modifier à sa guise. Il apprécie par conséquent l'initiative de l'assemblée nationale d'inviter tous les partis politiques dans c que si besoin, il y a, l'amendement soit décidée par tous les concernés. [bonesha/rtr]- Le parti CNDD-FDD tranquillise participants à l'atelier organisé par l'assemblée nationale dans le but de collecter des avis et considérations pour l'amendement de la constitution. Le président de ce parti estime que les considérations émises seront prises en comp puisque le pays appartient à tout le monde. Pascal Nyabenda donne l'exemple des considérations de la dernière réun des politiciens A Kayanza qui ont A©tA© intA©grA©es A leur majoritA© dans le projet de loi portant rA©vision de la loi A©lecto tranquillise aussi sur la procédure d'adoption définitive de ce projet de révision de la constitution par les députés. I annonce qu'en tant que président du parti au pouvoir et député, il va garantir l'insertion de toutes les obédience exprimées dans cet atelier. [rtnb/bonesha] Justice - Les convocations des déplacés du site de Ruhororo dans la province de Ngozi continuent de pleuvoir. Selon des sources en provenance de ce site, 8 autres convocations ont été émises ce mardi par le parquet de Ngozi. Elles concernent 5 enseignants du primaire et 3 femmes cultivatrices habitants tous sur le mÃame site. Cette situation inquià te plus d'uns au moment oÃ1 le tribunal de grande instance de Ngozi devra se prononcer ce mercredi sur les premià res condamnations dans cette affaire. Le gouverneur de la province de Ngozi fait savoir qu'il va s'entretenir avec les responsables de la police et de la justice pour débattre de cette question. [isanganiro]- Le Barreau prÃ's la Cour d'appel de Bujumbura estime qu'il y a une chasse à l'homme contre le prÃ0 ce dernier. Dans une conférence de presse animée ce mercredi, Isidore Rufyikiri précise qu'il lui a été interdit ce m d'aller participer dans une conférence des Barreaux francophones qui se tiendra à Abidjan alors qu'il était déjà A international de Bujumbura. Il dit ne pas comprendre comment cette interdiction, pourtant sign©e par un magistrat du Parquet, lui a ©t© apport©e par un agent du SNR. De plus, il ne comprend pas pourquoi il soit soumis de telles sanctions alors que l'affaire pour laquelle il est poursuivi est de nature purement privée. Selon lui donc, il s'agit des manÅ"uvres du pouvoir de Bujumbura de détruire le Barreau prÃ"s la Cour d'appel de Bujumbura afin qu'il ne puisse s'exprimer sur les différentes questions qui minent le pays ou donner ses observations.De plus, il constate que le pouvoir veut l'intimider afin qu'il d©missionne et que la direction de ce Barreau soit assur©e en cons©quence par un influe parti présidentiel qu'ils serait en train de préparer.Il constate également que le pouvoir est gêné par les plaintes que Barreau a déjà déposées devant les juges incorruptibles et non manipulables de l'Est African Court of Justice. De ce annonce qu'ils vont encore porter plainte contre l'Etat du Burundi au prÃ"s de la Cour de la Communauté est-africaine pour demander l'annulation de cette interdiction illégale de voyager qui pà se sur lui. Ensuite, il va porter plainte contre le magistrat qui signe les différents actes qui lui sont envoyés malgré qu'il ne croie pas que le pouvoir en place puisse laisser la justice se prononcer à ce sujet. Selon lui, tà t ou tard, l'histoire sera interrog©e au moment opportun et les concernés sauront répondre de leurs actes. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]Ï Ggouvernance - La société Assyst Ressources Limited dément les propos du président de l'OLUCOME selon lesquels cette société installe des logiciels qui ne fonctionnent pas par aprÄ"s. Selon l'avocat de cette société, tous les logiciels qu'il a déjà installés, que ce soit l'INSS et partout ailleurs, continuent de fonctionner. Maître Emmanuel Burakuvye estime plutà t qu'il y a des personr qui ne veulent pas de l'installation de ce logiciel au sein du ministÃ"re des Finances puisqu'il signifierait pour certains la de la récréation. Il ajoute aussi que Assyst s'est associé à deux autres sociétés pour bien mener cette installation donc l'OLUCOME devrait plutà t penser à revoir sa méthode d'enquÃate afin de savoir toute la vérité avant de fa déclarations. Il a déclaré cela lors d'une conférence de presse ce mercredi aprà s celle animée ce mardi par Gabr Rufyiri qui a affirmé que le marché d'installation et de paramétrage d'un logiciel de gestion au sein du ministère d Fonction publique a été octroyé à Assyst qui est pourtant le plus offrant, en considération des intérÃats directs et finan que la parti au pouvoir et les parlementaires vont y retirer. [rtnb/rpa/bonesha/isanganiro/rtr]- Le parti CNDD-FDD dément toute implication dans l'octroi du marché d'installation et de paramétrage d'un logiciel de gestion de la carriÃ"re professionnelle au sein du ministà re de la fonction publique. Selon le prà sident de ce parti, les dà sclarations de Gabriel Rufyiri, qui est allé jusqu'à prononcer son nom et celui de son parti, ne tiennent pas et n'ont pas été vérifiées les a reçues. Pascal Nyabenda précise que son parti a suffisamment de membres qui peuvent le faire vivre sans compter sur l'argent sale. Il qualifie également de menteur celui qui a informé Gabriel Rufyiri. [rpa/bonesha]